



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 5 juin 2012
Numéro 106

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Le gouvernement dans sa première année de blocage: compromis autour des dépenses

An Nahar (Proche du 14-Mars)

4 ministres européens à Beyrouth pour soutenir la stabilité. Le cri des organismes économiques: «Le pays ne fonctionne pas»

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Les Emirats maltraitent à nouveau les Libanais

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Les impasses du gouvernement et du dialogue

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Le cri d'alarme des instances économiques

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

Les Européens ne parviennent pas à changer la position russe, et Kofi Annan au Conseil de sécurité jeudi

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Un kamikaze détruit le siège des wakfs chiites à Bagdad

L'événement

Liban: La majorité s'efforce de sauver son gouvernement

Malmené par ceux qui y siègent autant que par ses détracteurs, le gouvernement libanais tente de redynamiser son action en imaginant des compromis sur les dossiers qui paralysent son action depuis des mois. Les représentants des trois principales composantes de la majorité (Amal, Hezbollah, Courant patriotique libre), les ministres Ali Hassan Khalil, Mohammad Fneich et Gébran Bassil, ont entrepris ces dernières 48 heures des contacts intensifs avec le président de la République, Michel Sleiman, et le Premier ministre, Najib Mikati, pour tenter de débloquer la situation, après qu'ils se soient donnés, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, une semaine pour réactiver l'action gouvernementale. Selon des sources concordantes citées par la presse ce mardi, une formule aurait été trouvée pour légaliser les dépenses publiques et avancer dans l'examen du projet de budget 2012. Cité par As Safir, Mohammad Fneich a indiqué que les entretiens avec MM. Sleiman et Mikati ont porté sur la nécessité d'accorder «l'importance et le sérieux» qu'elle mérite à la question des dépenses gouvernementales. Rappelons que l'Etat n'a plus les moyens de dépenser à cause de l'absence de budget et du refus du président de la République de signer le décret des 8900 milliards de livres. M. Fneich a qualifié le climat des entretiens de «positif». M. Mikati a également déployé des efforts pour renforcer son gouvernement en obtenant le soutien marqué du patriarche maronite, Mgr Béchara Rai, qu'il a visité à Bkerké. «Le gouvernement reste en place et assume entièrement ses responsabilités, en dépit des difficultés actuelles, car les solutions de substitution n'assurent pas la stabilité de la nation», a-t-il dit à l'issue de l'entretien. Pendant ce temps, les préparatifs pour la reprise du dialogue, le lundi 11 juin, se poursuivent. A cet égard, le Courant du futur n'a toujours pas rendu sa réponse concernant l'invitation que lui a adressée le président Sleiman. Selon la presse, le parti de Saad Hariri va probablement boycotter la rencontre de Baabda, précédé en cela par Samir Geagea, qui a qualifié le dialogue de «piège tendu par le Hezbollah».

Pourtant, les pays européens ont exprimé un fort soutien à l'initiative présidentielle. Quatre ministres des Affaires étrangères européens (Allemagne, Norvège, Pologne et Bulgarie) sont attendus à Beyrouth à partir de jeudi soir pour mettre l'accent sur l'importance qu'accorde le Vieux continent à la stabilité du Liban.

Al Akhbar

Le président de la République se rend demain aux Emirats arabes unis emportant avec lui plusieurs dossiers en suspens entre les deux pays. Le dossier déclaré concerne l'appel lancé par les autorités émiraties à leurs ressortissants à éviter de venir au Liban. Mais celui dont les milieux du palais présidentiel ne parlent est lié aux Libanais résidents aux émirats et dont beaucoup sont victimes de vexations, notamment d'expulsions arbitraires. Les expulsions injustes des Libanais ont commencé en 2009. Collectives ou individuelles, elles concernent des centaines de personnes dont certaines sont nées dans ce pays qu'elles considéraient comme leur patrie. Rien ne leur était reproché sauf leur appartenance à une communauté bien déterminée ou le fait d'être des sympathisants du Hezbollah. Du jour au lendemain, ces individus se sont réveillés pour se retrouver privés de tout. Certains se trouvaient aux Emirats avant même que ce pays ne soit uni. Parfois, les autorités leur ont proposé, en contrepartie de rester sur place, de devenir des informateurs au service de la police d'Abou Dhabi. Souvent, des Libanais qui souhaitaient renouveler leur permis de séjour ont été sommés de quitter le pays dans un délai de 48 heures. Bref, la situation des Libanais dans ce pays n'est pas bonne. Aux dernières nouvelles, près de 1000 ressortissants libanais seraient en voie d'expulsion des Emirats pour liens présumés avec le Hezbollah. «Certains des Libanais qui ont été expulsés au cours des dernières semaines ont été obligés de signer un document dans lequel ils reconnaissent soutenir le Hezbollah ou préparer des 'actes illégaux'. Ceux qui refusaient de signer le document en question risquaient la prison. La plupart des Libanais expulsés avaient un permis de résidence délivré par Abou Dhabi et donc ont été expulsés par cet émirat de la confédération.

An Nahar

Rosanna Bou Mouncef, journaliste libanaise proche du 14-Mars

Des sources politiques qui ont suivi la visite à Beyrouth, la semaine dernière, de l'émissaire international en Syrie, Kofi Annan, rapportent les informations suivantes:

-Malgré ses mises en garde publiques sur le danger de guerre civile en Syrie, et les obstacles qu'a rencontré son plan, M. Annan, continue de déployer des efforts pour mettre en œuvre son initiative. Il s'est cependant donné un délai supplémentaire. A l'origine, il pensait commencer le dialogue politique entre le régime et l'opposition en juin. Toutefois, des modifications ont été introduites et M. Annan espère que le dialogue débutera en septembre.

-Le régime continue de faire preuve de bonne volonté à l'égard de son plan. Il a donné son accord pour participer au dialogue avec l'opposition. Il y dépêchera la conseillère présidentielle Bouthaina Chaabane. Le vice-président Farouk Chareh a été écarté, selon certaines informations. L'opposition sera représentée, elle, par une délégation unie reflétant toutes ses sensibilités.

ILS ONT DIT...

Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères

“ **Je condamne les violences qui ont fait une quinzaine de morts et des dizaines de blessés à Tripoli au cours du week-end.** Je salue le rôle exemplaire de l'Armée libanaise et des services de sécurité, qui doivent être les seuls détenteurs de la force armée au Liban. Dans ce contexte troublé, il est important que tous les acteurs politiques libanais continuent de faire preuve de responsabilité. Je me félicite de la décision sage et responsable du président Sleiman de réunir les formations politiques pour un dialogue national le 11 juin. La France encourage l'ensemble des acteurs politiques libanais à participer à l'initiative du président Sleiman et renouer les fils du dialogue, seul moyen d'apaiser les tensions actuelles.

Samir Geagea, chef des Forces libanais (14-Mars)

“ **Le dialogue proposé est un piège** tendu non pas par le président Sleiman, dont nous louons les intentions honnêtes, mais par les autres parties du 8 Mars, spécifiquement le Hezbollah. Ce n'est pas au niveau du dialogue que se situe le problème actuel du pays, mais au niveau de la procédure et de la mise en œuvre des décisions. Le dialoguer prévu est incapable de résoudre la crise.

Une source jordanienne de sécurité (citée par l'AFP)

“ **Deux hommes originaires de la ville de Maan dans le sud** ont été arrêtés dimanche à la frontière quand ils ont tenté d'entrer illégalement en Syrie. Ils vouaient y faire le Jihad contre l'armée syrienne. Ils sont actuellement en cours d'interrogatoire.

Plans d'évacuation des étrangers du Liban?

Citant des sources parlementaires, le quotidien libanais Al-Joumhouria indique que plusieurs ambassades étrangères à Beyrouth ont établi des plans d'évacuation de leurs ressortissants en cas d'imprévus dramatiques. Ces ambassades estiment désormais que la crise syrienne a fait contagion au Liban, comme l'ont montré les combats de Tripoli.

Russie-Chine: partenariat stratégique

Le président russe Vladimir Poutine, en visite d'Etat en Chine, et son homologue chinois, Hu Jintao, ont signé mardi une déclaration conjointe sur l'approfondissement du partenariat stratégique entre leurs deux pays. Une quinzaine de documents ont également été signés à l'issue des négociations à Pékin entre les leaders russe et chinois. Ils concernent notamment la coopération énergétique et industrielle, ainsi que la modernisation et l'innovation. Ces documents portent aussi sur l'élargissement des domaines d'investissement et le renforcement des relations régionales entre les deux pays. (Ria Novosti)

Damas expulse les ambassadeurs occidentaux

La Syrie a annoncé mardi sa décision d'expulser les ambassadeurs américain, britannique, français, suisse, espagnol et italien, ainsi que les chargés d'affaires belge, bulgare et canadien, annonce la chaîne de télévision syrienne Surya.

Al Akhbar

Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant

Les combats de la semaine dernière à Tripoli, qualifiés de plus violents depuis 1985, montrent que la crise syrienne, dans ses volets politique et militaire, a fait contagion au Liban. Ainsi, les protagonistes jouent avec le feu et commencent à se brûler les doigts dans les rounds de combats qui se succèdent. Ceci, dit, les affrontements de Tripoli permettent de mettre en évidence les remarques suivantes:

-Aucun des belligérants n'est capable de remporter une victoire militaire et de détruire définitivement son adversaire en l'envahissant. A l'époque des lignes de démarcation, Jabal Mohsen n'a jamais été occupé, tandis que l'armée syrienne a attaqué Tripoli, en 1985, sous la façade de partis alliés, pour liquider le mouvement de Saïd Chaabane.

-L'Armée libanaise est incapable de trancher la bataille. Elle ne peut pas attaquer une partie sans l'autre et ne peut pas s'allier à une faction au détriment d'une autre. Elle ne possède pas de couverture politique; pas plus que le Premier ministre Najib Mikati, qui semble impuissant. Tout simplement, personne ne possède de solution ou la force nécessaire pour imposer une quelconque solution.

-Le Liban-Nord tout entier est entré dans la spirale de la violence. Pas un jour ne passe sans que des incidents n'aient lieu aux frontières Nord ou Est, ou sans que l'armée syrienne ne tire sur des contrebandiers ou n'arrête des bergers libanais qui ont pénétré en territoire syrien dans ces régions où les frontières sont entremêlées.

-Les services de sécurité possèdent des informations sur ce qui se passe au Akkar, notamment au niveau du trafic inégalé d'armes, d'argent et de combattants. Des hommes armés de nationalité égyptienne, libyenne, yéménite et turque ont été repérés, ainsi que des dizaines d'autres nationalités arabes et européennes, plus particulièrement allemandes et françaises. Ils se dirigent vers le Nord et, de là-bas, pénètrent en Syrie par des voies illégales pour devenir mercenaires. Les services libanais ont obtenu des informations des SR syriens sur l'arrestation de mercenaires français qui combattaient dans les rangs des rebelles syriens.

-Selon certaines informations, quelque 250 à 300 membres de l'Armée syrienne libre, dont des officiers dissidents, se trouvent à Tripoli, et un grand nombre dans le Akkar. Ils forment une ligne de défense arrière pour affronter le régime syrien, derrière laquelle se réfugient les combattants fuyant les offensives de l'armée syrienne. Certains auraient récemment combattu à Bab Tebbané.

As Safir

Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité

Il existe à Tripoli une majorité silencieuse qui ne participe pas aux combats. Celle-ci dénonce le discours sectaire et confessionnel qui sévit ces derniers temps, et rappelle la diversité du tissu social de la deuxième ville du Liban. Elle réclame la reconnaissance de l'Autre et l'acceptation de ses différences. Cette catégorie de la population rejette tout ce qui se passe depuis quelque temps à Tripoli, mais elle ne parvient pas à faire entendre sa voix ou à peser dans la balance. La majorité silencieuse est attachée à l'Etat et à l'Armée libanaise, elle s'insurge contre une minorité qui essaie de prendre la ville en otage et d'en donner une image loin de la réalité. La majorité silencieuse s'étonne que les répercussions de la crise syrienne au Liban prennent des proportions sanglantes seulement à Tripoli, alors que le clivage entre pro et anti-Assad reste confiné à sa dimension politique partout ailleurs au Liban. Pourquoi certains insistent-ils à transposer les conflits régionaux à Tripoli précisément? S'interroge la majorité silencieuse.